



PAKISTAN

PROGRAMME DE L'UNION EUROPÉENNE SUR LA GOUVERNANCE FONCIÈRE

CONTEXTE NATIONAL

Plus de 75 pour cent des Pakistanais pauvres vivent dans des zones rurales. La répartition des ressources dans les zones rurales est fortement biaisée, notamment en ce qui concerne l'accès à la terre et à l'eau. Cela a entraîné une forte pauvreté rurale chronique qui a augmenté ces dernières années en raison de la lenteur de la croissance agricole ainsi que des dommages et pertes causés aux cultures et à l'élevage par les catastrophes naturelles durant la dernière décennie. En 2012, on estimait que 7,74 millions de personnes étaient employées dans les zones rurales, la majorité d'entre elles travaillant comme métayers sans terres (à savoir des paysans et des locataires - appelés «Haris») et comme ouvriers agricoles dans les fermes. Environ 20 à 40 pour cent des ménages ruraux seraient sans terre ou presque sans terre. La pauvreté est étroitement liée au manque de terres et elle est considérée comme contribuant à l'instabilité politique et sociale. Les tentatives répétées du gouvernement pour la lutte contre l'inégalité d'accès à la terre et contre l'insécurité foncière ont largement échoué à transformer le système. Le régime foncier précaire, associé à une gestion médiocre des forêts, des pêches et des ressources en eau, a entraîné une dégradation croissante des terres. D'autre part, une utilisation abusive de l'eau a eu pour conséquence une saturation en eau dans certaines régions, tandis que la mauvaise distribution de l'eau a créé des conflits. L'absence de gestion de l'eau dans les exploitations agricoles a provoqué une pénurie d'eau dans d'autres régions, ce qui a réduit la rentabilité des terres, incité à investir dans des intrants complémentaires, et causé de graves problèmes de sécheresse et de salinité.

OBJECTIF

L'objectif général de le Programme de l'Union Européenne sur la gouvernance foncière - mise en œuvre par pays (PUEGF MP (EULGP CI pour ses sigles en anglais)) est de contribuer à l'amélioration des moyens de subsistance et à la réduction de la pauvreté au Pakistan. Il s'agit également de contribuer à la gestion rationnelle des ressources naturelles, en accordant une attention particulière aux petits exploitants agricoles (hommes et femmes) ainsi qu'aux autres groupes défavorisés. L'objectif spécifique de le PUEGF MP est de promouvoir une gouvernance améliorée de la terre et de l'eau dans huit circonscriptions du Sindh, conformément aux Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers de la terre, de la pêche et des forêts (DV).

Nom de le Programme de l'Union Européenne sur la gouvernance foncière - mise en œuvre dans le pays PUEGF MP	Amélioration des régimes fonciers dans la province de Sindh (ILTS)
Exécutants du projet	FAO Pakistan
Zones d'intervention	Département de la planification et du développement du gouvernement de la province de Sindh, Revenue Board (Agence de recouvrement des impôts) et Ministères de l'agriculture, du bétail, de l'irrigation, de l'énergie et des forêts
Entités politiques impliquées	Gouvernement provincial du Département de planification et développement, Trésor public, Ministères de l'agriculture, du bétail, de l'irrigation et de l'énergie, et de la forêt
Budget	EUR 400 000
Durée du projet	Janvier 2017 – mars 2021

Note: la sigle en anglais du Programme de l'Union Européenne sur la gouvernance foncière - mise en œuvre dans le pays est EULGP CI

STRATÉGIE D'INTERVENTION

Les objectifs de le PUEGF MP seront atteints par la mise en place d'Ecoles pratiques d'agriculture (EPA), la réalisation de nombreuses études pour trouver des outils afin d'améliorer la gouvernance des régimes fonciers et des ressources naturelles, la mise en place d'ateliers de sensibilisation, d'ateliers sur les DV et sur l'agriculture intelligente face au climat (AIC), ainsi que la mise en place de voyages d'étude et de visites de terrains pour les membres du gouvernement et les parlementaires. De plus, le PUEGF MP soutient la signature de contrats de location informels entre propriétaires et métayers afin de favoriser des relations basées sur plus d'égalité entre ces deux acteurs. En outre, en couplant ces actions à des services de formation, cela permettra d'améliorer la productivité agricole et la sécurité alimentaire, ainsi que d'éviter le travail forcé. Le comité de direction du projet (CDP), formé de membres du gouvernement, fournira en priorité l'orientation, la coordination et la facilitation nécessaires à la mise en place de le PUEGF MP.

Les principaux résultats de le PUEGF MP sont:

- **Résultat 1**
Un cadre juridique, institutionnel et administratif pour la gouvernance responsable de l'eau et des régimes fonciers, incluant les aspects environnementaux, est mis en place et intégré aux exigences locales.
- **Résultat 2**
Amélioration des capacités des acteurs de la gestion foncière de la province de Sindh et des zones visées, afin de promouvoir les DV et d'améliorer



PROJET TRANSVERSAL

Grâce à un projet transversal cofinancé par l'UE et la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), coordonne, soutient et consolide la mise en œuvre du programme de gouvernance foncière de l'UE dans 18 pays. Ce projet transversal fournit aux acteurs de la mise en œuvre et à leurs partenaires une plate-forme pour échanger, collecter et communiquer à un large public la richesse des enseignements tirés de la mise en œuvre du projet. Il soutient aussi l'organisation de programmes de renforcement des capacités à l'intention des exécutants, qui peuvent bénéficier des conseils techniques du groupe de travail interdisciplinaire de la FAO sur la gouvernance foncière, des enseignements tirés, du partage des expériences et des possibilités d'échange entre les responsables de la mise en œuvre pour améliorer la gouvernance foncière dans le cadre des DV et des CLD.

la sécurité foncière des hommes et des femmes qui y travaillent comme paysans.

• Résultat 3

Amélioration des capacités des autorités régionales et locales, des Organisations de fermiers (OF) et des Organisations de la société civile (OSC) afin de promouvoir et de contribuer à une gouvernance foncière transparente et basée sur les droits humains (DV et Réduction des risques de catastrophes naturelles basées sur une approche communautaire (RRC)).

RÉSULTATS ET IMPACT

Le PUEGF MP a fait des progrès significatifs quant à la réalisation des résultats prévus:

- Une ébauche de stratégie basée sur les DV pour la province de Sindh a été développée par un conseiller international spécialisé dans les DV
- Une table ronde avec les OSC a été menée pour débattre de l'ébauche de stratégie basée sur les DV
- Quatre études ont été menées:
 - Examen du cadre réglementaire de la loi relative à la location de la région de Sindh (STA).
 - Examen des relations entre propriétaires et métayers.
 - Profile biophysique et socio-économique des zones de mise en place du projet.
 - Test de qualité de l'eau souterraine dans les zones du projet.
- Deux études d'évaluation sont menées par l'université d'agriculture de Sindh à Tando Jam concernant l'Organisation des paysans/les Associations d'utilisateurs de l'eau (OP/AUE), l'Organisation des fermiers (OF), et les filets de sécurité associés à la RRC
- Un total de 104 écoles de formation en agriculture (EOF) mises en place (dont 54 Écoles ouvertes pour les femmes) et 46 EPA
- Un total de 2 600 fermiers formés au travers d'écoles de formation en agriculture (1 200 hommes et 1 400 femmes)
- 40 Comités villageois de résolution des conflits (CVRC) formés dans 40 villages pour un total de 200 membres (81 femmes et 119 hommes)

• Un total de 2 399 personnes ayant participé aux réunions pour la formation des CVRC (1 194 hommes et 1 205 femmes)

• Un total de 13 modules de formation/ateliers menés sur les DV

• Un total de 446 professionnels ont été formés sur les DV (66 membres du personnel de l'ONU, 13 consultants, 81 membres du gouvernement, 61 ONG, 1 membre de l'ordre des avocats de Sindh, et 224 membres des communautés (74 femmes et 150 hommes). Il y avait au total parmi les participants 75 pour cent et 25 pour cent de femmes

• 16 sites de démonstration cultivés selon les principes de l'agriculture intelligente face au climat (AIC) implantés dans quatre zones et bénéficiant à 400 fermiers (300 hommes et 100 femmes)

• Quatre ateliers de formation pour les formateurs (AFF) menés pour les membres du gouvernement, les facilitateurs des EPA et les partenaires, pour un total de 78 participants formés

• Huit ateliers d'approbation des études ont été menés dans huit zones choisies, auxquels un total de 400 acteurs ont participé

• Huit ateliers de rédaction de curriculum vitae pour les étudiants des EPA, auxquels un total de 215 acteurs ont participé

• À ce jour, 960 contrats de location informels ont été signés entre propriétaires et Haris dans les zones cibles

Étant donné que les contrats sont généralement conclus oralement, il existe une forte probabilité que surgissent des malentendus et des abus. Pour remédier à cela, un modèle de contrat de location informel standard a été créé en consultation avec les acteurs concernés pour clarifier les rôles, responsabilités, droits et devoirs de chacun. Grâce à cette mesure, des relations plus claires et équitables sont escomptées, ce qui aura un impact positif sur la sécurité foncière et la productivité agricole. • À ce jour, 960 contrats de location informels ont été signés entre propriétaires et Haris dans les zones cibles

Étant donné que les contrats sont généralement conclus oralement, il existe une forte probabilité que surgissent des malentendus et des abus. Pour remédier à cela, un modèle de contrat de location informel standard a été créé en consultation avec les acteurs concernés pour clarifier les rôles, responsabilités, droits et devoirs de chacun. Grâce à cette mesure, des relations plus claires et équitables sont escomptées, ce qui aura un impact positif sur la sécurité foncière et la productivité agricole.



La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité de la FAO et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC

ALPO
AFRICAN LAND POLICY CENTRE



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO